



**C.A. du 11 décembre**

Sections  
**RENAULT**  
du syndicat SM-TE

# **DANGER MORTEL POUR RENAULT ?**

Syndicat de la  
**Métallurgie  
Travaillons  
Ensemble**

Nouvelle série N°30

9 décembre 2015

1 avenue du Golf 78084 GUYANCOURT  
www.travaillonsensemble.org

API : FR TCR LOG 0 52  
fax : 01.76.86.90.90

sm-te@travaillonsensemble.org  
06.98.05.13.80

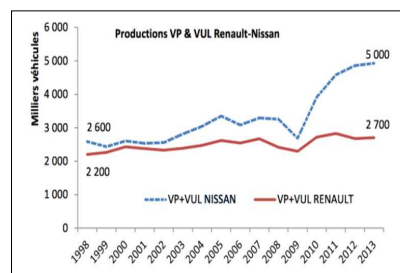
syndicat libre et indépendant car non confédéré et financé uniquement par les adhérents

**Le Conseil d'Administration du 6 novembre 2015 n'a pas permis de conclure le bras de fer engagé entre l'Etat français et Carlos Ghosn. Que se passe-t-il ?**

Sous couvert de l'intention commune de « garantir et pérenniser l'Equilibre de l'Alliance », la bataille fait rage. L'enjeu : la prise de contrôle totale et sans partage de Renault et de Nissan par un seul homme : Carlos Ghosn.

L'équilibre dans l'Alliance est rompu depuis 2008, chacun le sait : l'indicateur comparé des volumes des ventes suffit à s'en convaincre.

Mais qui est responsable ? Qui a tous les pouvoirs depuis 2008 ?



Dans ce contexte, l'évolution des activités d'Ingénierie et de Production en France nous inquiète.

**COLLÈGUES, C'EST L'AVENIR DE NOTRE ENTREPRISE QUI  
SE JOUE. C'EST NOTRE PROPRE AVENIR QUI EST EN JEU**

Nous demandons :

**POUR RÉÉQUILIBRER L'ALLIANCE :  
UN PDG DÉDIÉ À RENAULT  
ET À SON DÉVELOPPEMENT**

et

**L'ARRÊT DES PARTICIPATIONS CROISÉES**

**LE SYNDICAT SM-TE ORGANISE UN :**

**RASSEMBLEMENT  
AVEC PRISE DE PAROLE**

**LE JOUR DU C.A. DU 11 DÉCEMBRE,  
À 10H DANS LA RUCHE SUR LES 20 MIN DE PAUSE**

**NE LAISSEZ PAS LE C.A. DÉCIDER SEUL CONTRE VOUS  
FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX : VENEZ NOMBREUX**

## Le rôle du C.A. des actionnaires

La soumission du C.A. de Renault au PDG a-t-elle vécu ? Le premier actionnaire, l'Etat français, a pris conscience du danger mortel que court l'Entreprise Renault : perte de capacités industrielles particulièrement en France, captation des savoir-faire par Nissan et ses managers placés aux fonctions stratégiques du management, dévitalisation de l'Entreprise Renault au point de compromettre sa survie.

Et par-dessus tout, confiscation des pouvoirs des actionnaires des deux partenaires de l'Alliance, par le jeu des participations croisées, au seul profit du représentant de l'un au conseil de l'autre : Carlos Ghosn lui-même.

L'Etat Français, par l'entremise de son ministre Emmanuel Macron, a dit Stop. A l'assemblée générale du 23 avril, il s'est donné les moyens de réaffirmer ses prérogatives d'actionnaire, voire de contrecarrer les projets de C. Ghosn. Le coup est rude, l'Etat sort de sa passivité consentante.

La réaction ne s'est pas fait attendre : l'Etat est accusé de mettre en péril l'Alliance. Accusation fidèlement relayée par la CFE-CGC dans son tract « L'Alliance : "un jeu de sociétés" avec lequel il ne faut pas jouer ! » de nov 2015, détournant les regards vers les prétendues ambitions personnelles d'un ministre qui veille au grain, et qui mettrait soi-disant en péril la confiance des salariés dans la bonne marche des affaires...

## L'ALLIANCE, INITIÉE PAR L'ENTREPRISE RENAULT, RISQUE DE SE RETOURNER CONTRE ELLE

L'Alliance : un même terme pour des notions complètement différentes !

Selon l'**Accord de mars 1999** : « Une alliance d'un type unique, composée de deux entreprises distinctes liées par une communauté d'intérêts et unies pour la performance. Les mécanismes de l'Alliance ont été conçus pour veiller au maintien des identités de marque et au respect de la culture de chacune des deux entreprises ».

Selon le **Document de référence**, en vue de l'Assemblée du 30 avril 2015 (page 46) : le Conseil d'Administration envisage le rapprochement des deux groupes : « Renault et Nissan ont franchi une nouvelle étape dans l'évolution de l'Alliance en 2014, quand elles ont décidé de faire converger quatre fonctions clés pour accélérer les synergies. La convergence de ces fonctions incite également au rapprochement des directions des deux sociétés » ; « Renault-Nissan B.V. décide de la stratégie à moyen et long termes de l'Alliance ».

L'évolution de l'alliance Renault-Nissan est sans équivoque. Pourtant elle n'a jamais été soumise au vote des actionnaires en Assemblée Générale.

**Toute filiale qu'elle soit, RN-BV est l'instance de commandement unique entre les mains de Carlos Ghosn, sans aucun contrôle par l'un ou l'autre groupe, et même des actionnaires !**

Le SM-TE estime que cette situation dangereuse doit cesser. Il faut un équilibrage de l'Alliance par la mise en place d'un PDG dédié à Renault, mais aussi un équilibre des pouvoirs par la fin de la participation croisée de Nissan, ou, au moins, sa réduction sous le seuil de 3% comme avec Daimler.

### Votre avis compte : faites-vous entendre

Même si vous avez pris l'habitude depuis longtemps qu'il ne soit pas entendu, votre avis est de première importance.

**Le C.A. marquera sans doute un tournant décisif pour Renault. Montrez à la Direction que vous êtes partie prenante des décisions :**

**Rendez-vous le 11 décembre à 10h00 dans la Ruche**

### Donnez-vous les moyens d'agir : rejoignez le syndicat SM-TE

Pour engager des actions, vous représenter et défendre vos droits, le syndicat SM-TE invite les salariés à le rejoindre en devenant membre. Tant les « Renault » que les « prestataires » (salariés les plus fragiles). Selon ses statuts (ART. 4 : Le syndicat affirme le principe de l'indépendance syndicale et prohibe tout financement d'origine patronale ou politique) et la volonté de ses dirigeants, le syndicat SM-TE est libre et indépendant parce que financé uniquement par les adhérents, libre et indépendant parce que non confédéré.